

**Dénoncer les violences policières sur Facebook : entre volonté de visibilité et construction
d'un problème public**
**Denouncing police violence on Facebook: between the search for visibility and the
construction of a public issue**

Édouard Bouté, doctorant en sciences de l'information et de la communication
Université de Technologie de Compiègne, Laboratoire Costech – EA 2223 – Connaissance
Organisation et Systèmes TECHniques
edouard.boute@utc.fr

Violences policières, Gilets Jaunes, Facebook, homophilie
Police violence, Yellow Vests, Facebook, homophily

Résumé

Cette communication étudie le rôle joué par Facebook dans la transformation du phénomène des violences policières en problème public lors du mouvement des Gilets Jaunes. Nous montrons que la recherche de publicisation du phénomène est limitée par le caractère sociotechniquement fermé des espaces d'expression numérique dans lesquels a lieu l'indignation. Mais nous montrons également que la relative fermeture de ces espaces a été favorable à une étape préalable de définition de la répression subie comme dérive.

Abstract

This paper examines the role played by Facebook in the transformation of the phenomenon of police violence into a public issue during the Yellow Vest movement. We show that research to publicize this phenomenon is limited by the sociotechnically closed characteristic of the digital spaces of expression in which indignation takes place. But we also show that the relative closure of these spaces has been advantageous to a preliminary stage of defining the repression as an illegitimate violence.

Dénoncer les violences policières sur Facebook : entre volonté de visibilité et construction d'un problème public

Édouard Bouté

Les différentes manifestations du mouvement des Gilets Jaunes ont occasionné un nombre important de blessés. Les voix des protestataires se sont alors élevées sur les réseaux sociaux numériques (RSN), notamment dans les groupes Facebook où le mouvement s'est organisé, pour démontrer et dénoncer la répression policière du mouvement, en publiant notamment de nombreuses images. Nombreux sont alors les Gilets Jaunes qui ont appelé à partager un maximum de photos et de vidéos afin de rendre visible au plus grand nombre ce phénomène des violences policières qu'ils estiment peu médiatisé par les médias traditionnels.

Cependant, il se pourrait bien que la « lutte pour la visibilité » (Voirol, 2005a ; 2005b) entreprise par les Gilets Jaunes sur Facebook, dans le but de faire reconnaître comme illégitime cette répression policière subie, ait été contrainte et limitée par les caractéristiques sociotechniques des espaces numériques accueillant cette expression : groupes Facebook fermés, composés exclusivement de Gilets Jaunes, « bulles de filtres » qui masquent les idéologies politiques différentes des nôtres (Pariser, 2011), etc. Mais, il est également indéniable que le phénomène des violences policières est devenu, courant 2019, un « problème public », puisque depuis le mouvement des Gilets Jaunes,

« des experts de certaines agences publiques s'emparent du problème, poursuivent l'enquête, commanditent des expérimentations, organisent les débats et imaginent des modes de résolution par des institutions ou des dispositifs pilotés par l'État ; des élus s'en font les porte-parole, le font exister au sein de leurs partis, en font un thème de campagne électorale, l'inscrivent à l'ordre du jour de l'exécutif et du législatif. (Cefaï, 2016 : 37) »

Le Défenseur des Droits ou encore de l'ONU se sont effectivement positionnés concernant la répression de ce mouvement. L'exécutif (le Président de la République ou encore le Ministre de l'Intérieur), mais aussi le législatif (plusieurs prises de positions ont été exprimées à l'Assemblée nationale) se sont aussi saisis de ce phénomène pour le nier, le minimiser ou bien le dénoncer.

Dans cette communication, nous interrogeons le rôle joué par Facebook dans la transformation du phénomène des violences policières en problème public. À partir d'une observation ethnographique en ligne (Jouët & Le Caroff, 2012) au sein de différents groupes Facebook de Gilets Jaunes, menée pendant plus d'un an, nous montrons que le caractère sociotechniquement fermé des espaces d'expression dans lesquels ont circulé la documentation de cette répression a mis à l'épreuve la « lutte pour la visibilité » engagée dans ces espaces. Mais nous montrons aussi que ces espaces, en

raison de leur relative fermeture, permettent la définition de la répression subie comme dérive, étape préalable et nécessaire à la transformation de ce phénomène en problème public.

Construire un problème public en contexte d'homophilie numérique

Différents travaux se sont attachés à montrer que les mobilisations politiques et sociales contemporaines mobilisent des ressources numériques pour, entre autres, chercher à rendre visible leur cause (Devillard & Le Saulnier 2015 ; Sedda, 2015 ; Granjon 2017 ; Tufekci 2017). En particulier, il a été montré que les RSN permettent l'expression de discours sociopolitiques que les médias traditionnels ne relaient pas (Cardon & Granjon, 2013 ; Mabi, 2016), ou bien permettent de « *défendre un point de vue [qu'un ensemble d'individus] estime ne pas être relayé, voire caricaturé, dans les médias traditionnels* » (Julliard 2017). Ainsi les RSN favorisent la diffusion et la consommation d'une « contre-information » (Cardon & Granjon, 2013) ou de « contre-discours » (Fraser, 2001 [1992]).

Cependant, plusieurs travaux mettent en évidence le fait que la diffusion et la consommation d'informations sur les RSN a lieu en vase clos. Ces approches critiques de la potentialité délibérative du web politique statuent d'une certaine « homophilie » qui enfermerait chaque internaute dans sa propre idéologie (Sunstein, 2017). Eli Pariser (2011) a par exemple proposé le concept de « bulle de filtre » pour qualifier cet enfermement idéologique produit par les algorithmiques qui masquent les informations avec lesquelles nous serions susceptibles d'être en désaccord, ce qui aurait pour effet de polariser fortement l'opinion publique et le débat public. Cependant, sans nier l'existence de cet enfermement idéologique, certains travaux invitent à prendre du recul sur cette problématique en proposant une approche différenciée, au cas par cas. En analysant le Twitter Démocrate et Conservateur américain, des chercheurs ont par exemple montré que l'homophilie dépendrait du positionnement politique des internautes ou encore de leur niveau d'engagement (Colleoni & al. 2014). Dans le cas français, sur Facebook, il a été montré que « *plus les réseaux de sympathisants politiques défendent des idées et des programmes éloignés des positions centristes (...), plus leur degré d'exposition à des sources éloignées de leurs positions politiques est faible* » (Figeac & al, 2019). L'étude menée par ces chercheurs les a par ailleurs conduits à conclure que sur Facebook, les « *arènes de débats et de partage d'informations tendent à être organisées selon une logique caractéristique d'un entre-soi, profondément homophile sur un plan idéologique, qui est susceptible de polariser les opinions et de renforcer les convictions politiques* ». Ainsi, l'expression politisée sur les RSN parviendrait difficilement à se frayer un chemin en dehors des cercles des déjà-convaincus, ce qui serait à la fois néfaste pour la recherche de visibilité des militant·es dont le discours est déjà

absent des espaces médiatiques dominants, mais aussi pour la démocratie, comprise comme espace de confrontation à un pluralisme idéologique engendrant du débat d'opinion.

Mais, la démocratie peut également être abordée comme étant « *centrée sur la définition et la résolution de problèmes publics* » (Cefaï 2016). Les « contre-discours » produits, diffusés et consommés sur les RSN ne sont effectivement pas seulement l'expression d'une opinion partisane. Ils sont également l'expression de problèmes. Or, si les publics s'expriment et s'investissent, c'est justement parce qu'il y a un problème qui les concerne (Marres, 2005). La sociologie a proposé un modèle d'« histoire naturelle » des problèmes publics pour expliquer que, pour gagner l'attention du public, ces problèmes ont une généalogie durant laquelle ils sont construits d'une certaine manière (Hilgartner & Bosk, 1988 ; Cefaï 1996). Cela signifie que le gain de l'attention du « public », c'est-à-dire la visibilisation des « contre-discours », le dépassement de l'homophilie, n'est qu'une étape du processus de construction de ces problèmes. La première de ces étapes étant, selon Daniel Cefaï (1996), « *celle de la conversion de difficultés d'ordre privé ou de malaises vécus en silence (private troubles) en problèmes publics (public issues)* ». Pour lui, « *cette phase est celle de la définition des problèmes, de la désignation des protagonistes, de la détermination des enjeux, de la destination de discours articulés aux pouvoirs publics* ». Ce passage des *private troubles* aux *public issues* est alors le moment de l'invention d'une « arène publique » faite des différentes scènes dans lesquelles une multitude d'acteurs se confrontent pour faire valoir leur définition du problème. Dans cette optique, les SIC ont pu montrer que les arènes publiques numériques jouent un rôle dans ce moment de construction du problème public (Deviillard et Le Saulnier, 2015).

De plus, face à la pluralité d'acteurs qui se confrontent pour faire valoir leur définition du problème, les approches féministes matérialistes et issues de la théorie critique se sont attachées à mettre en avant les bienfaits de la « non-mixité politique » lors de cette étape de définition du problème, afin que cette définition ne soit pas imposée par les groupes en position dominante et faisant partie du problème à résoudre. Christine Delphy (2013), en proposant une analyse de la construction du mouvement des droits civiques aux Etats-Unis, explique que la présence des Blancs parmi les afro-américains au sein des espaces de discussion où étaient posés les termes de l'oppression raciale « *empêchait les Noirs de trouver leur définition de leur oppression* », cette définition étant imposée par les Blancs. Pour elle, la définition de l'oppression n'a pu se réaliser qu'avec leur exclusion. C'est pourquoi elle affirme que « *la non-mixité était la condition logique et historique de la lutte contre la haine de soi* ». Nancy Fraser (2001 [1992]) abonde dans le même sens dans sa critique de l'espace public bourgeois et libéral tel que théorisé par Habermas. Si cet espace public est officiellement ouvert à tou·tes, dans les faits, elle explique qu'en réalité « *les inégalités sociales entre interlocuteurs* » ne sont pas supprimées. La délibération dans ces espaces de discussion serait alors factice et pourrait servir à « *masquer la domination* », favorisant alors « *les groupes dominants de la*

société, au détriment des groupes subordonnés ». C'est pourquoi elle conclue à la nécessité de l'existence d'une pluralité de publics, avec des espaces réservés aux groupes dominés. Sans cela, « *les membres des groupes subordonnés ne disposeraient (...) d'aucun lieu pour débattre entre eux de leurs besoins, de leurs objectifs et de leurs stratégies* », c'est-à-dire qu'ils ne « *disposeraient d'aucun espace où ils pourraient engager des processus de communication qui ne seraient pas supervisés par des groupes dominants* », dans lesquels les groupes subordonnés pourraient « *formuler leur propre interprétation de leurs identités, leurs intérêts et leurs besoins* ». Nous nous inscrivons à la suite de ces travaux pour montrer que l'homophilie des groupes Facebook de Gilets Jaunes, si elle peut paraître néfaste à la mise en visibilité de leur cause, est en revanche favorable à une définition phénoménologique de la violence policière, c'est-à-dire une définition qui part du vécu du sujet en tant que membre d'un collectif confronté à cette répression.

Partager pour rendre visibles les violences policières

À l'origine, les groupes Facebook de Gilets Jaunes ont été créés, localement comme nationalement, pour exprimer une colère à l'encontre de l'augmentation du prix du carburant et de certaines mesures fiscales prises par le gouvernement, mais aussi pour organiser concrètement la mobilisation découlant de cette colère (Jeanpierre, 2019). Rapidement, les thèmes abordés par les membres des groupes se sont multipliés et l'un d'entre eux a pris une place centrale : la lutte contre les violences policières. Effectivement, en réponse à la répression subie lors des manifestations et des blocages, les groupes Facebook des Gilets Jaunes sont devenus des espaces de contestation d'un maintien de l'ordre vécu comme disproportionné et illégitime : « *les CRS qui nous gazent, nous matraquent ... sans raison¹* » (10 janvier 2019), « *répression indigne d'un pays comme la France* » (3 mai 2019), « *quelle honte cette violence gratuite des forces de l'ordre* » (6 mai 2019).

Dans cette dénonciation des violences policières, le maintien de l'ordre en lui-même n'est pas la seule cible des critiques. La catégorie générale des « médias » est aussi accusée d'altérer la réalité des manifestations en opposant des Gilets Jaunes nécessairement violents à une police légitime dans son entreprise : « *On s'en prend plein la gueule (...), les médias nous montrent 5 minutes de violences contre 4 Motards mais ne nous montrent pas 3 CRS bloqués dans une rue pleine de gilets jaunes qui ne les calculent même pas, des gilets jaunes qui protègent le tombe du soldat inconnu, qui sortent un CRS d'un lynchage (...) les fausses informations ne passent plus, vos médias corrompu on y croit plus* » (25 décembre 2018), « *Les médias nous mentent. Il est temps d'apporter nos témoignages pour que justice et vérité soit rétablis* » (3 mai 2019).

¹ Les citations sont reproduites conformément aux textes originaux.

En réaction à ce vécu d'invisibilité, les Gilets Jaunes ont partagé leur propre lecture de l'événement et ont appelé à multiplier les publications et le partage de contenus afin de donner à voir leur réalité : « *Partagez largement la milice de macron, aucun matricule* » (2 février 2019), « *montrons aux autres la réalité de la répression vu que c'est censuré (...) Il faut montrer la réalité cachée* » (11 janvier 2019), « *Lors d'une manifestation (...) une cinquantaine de policiers (BAC) se ruent sur les motos, volent les clés puis frappent les motards. (...) relayez ceci pour plus de visibilité svp* » (1^{er} février 2019).

Cette démarche, parce qu'elle critique le cadrage médiatique et tente de « *renverser la hiérarchie du voir* » pour faire reconnaître une lecture de l'événement vécue comme absente de l'espace public relève donc d'une véritable « lutte pour la visibilité » (Voirol 2005a). En appelant au partage depuis ces groupes Facebook, les Gilets Jaunes cherchent à amener la problématique des violences policières sur le devant de la scène.

Limites sociotechniques pour la visibilité images partagées de violences policières

Cependant, cette « lutte pour la visibilité » est contrainte – et en conséquence largement limitée – par différentes caractéristiques sociotechniques de Facebook. Tout d'abord nous mettrons en avant et en nuance l'homophilie qui existe au sein des groupes Facebook de Gilets Jaunes, ainsi que l'homogénéité des propos qui peuvent y être tenus. Ensuite, nous insisterons sur les limites de diffusion des publications depuis ces groupes jusqu'en dehors de ces groupes, dans d'autres espaces de Facebook.

Premièrement, il y a une forme d'*homophilie interne* à ces groupes Facebook. Rappelons d'abord que socialement comme politiquement, l'homogénéité des Gilets Jaunes est largement questionnée. S'il a pu être mis en avant l'hétérogénéité « *des profils sociodémographiques et des revendications des participant.e.s dans le mouvement des Gilets jaunes selon les lieux de mobilisation et le moment de l'implication* » (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019), d'autres travaux ont plutôt mis en avant l'homogénéité de classe du mouvement, suggérant que les Gilets Jaunes se structurent largement dans une opposition entre les « *catégories populaires et moyennes contre les classes supérieures* » (Rouban, 2019). Notre observation rend compte d'une articulation entre ces deux logiques. Si des diversités, du moins politiques, existent, les Gilets Jaunes cherchent à les annihiler en appelant régulièrement à ne pas évoquer les « *sujets qui fâchent* » (l'immigration au premier plan), afin de rester un mouvement uni. Le sociologue Michel Lianos (2019 : 93) relève à ce sujet que les Gilets Jaunes « *sont une collectivité qui cherche à se comprendre en tant que "le peuple"* ». Il y a alors, dans cette recherche d'unité, toute une série de délégitimations et d'exclusions qui sont opérées par les membres ou par les modérateur·trices et les administrateur·trices. Des

membres qui tiennent certains propos ne correspondant pas à un certain esprit « Gilet Jaune » sont accusé·es d'être des « Foulards Rouges » infiltrés, c'est-à-dire des citoyen·nes pro-gouvernement voulant porter préjudice au mouvement, ou bien sont accusé·es d'être des « trolls » dont le propos ne pourrait être pris au sérieux. De plus, comme le révélait Priscillia Ludosky, co-administratrice de deux groupes Facebook, il y a une modération des contenus : « *Nous créons un groupe sur Messenger dédié aux modérateurs pour discuter et régler les problèmes posés comme certains posts qui font polémique. (...) Vous êtes un peu comme un nouveau petit média. Car vous prévoyez de faire de la diffusion d'information et vous devez réfléchir préalablement à une ligne éditoriale avec des règles de publication et de modération pour savoir où vous allez* ». Elle explique ainsi que certains membres jouissant de plus de droits que d'autres peuvent choisir de diffuser ou non certaines publications, qu'ils ont un pouvoir éditorial sur les sujets discutés dans les groupes (Galligo, 2019). Enfin il arrive que des membres en désaccord s'auto-excluent des groupes pour ne plus avoir à être confronté·es aux propos tenus par d'autres membres. Ainsi, ces groupes Facebook sont réservés aux Gilets Jaunes qui cherchent à entretenir une certaine cohérence collective. La volonté d'homophilie est explicitée par cette volonté de se faire « le peuple » et est mise en œuvre par les processus de délégitimation et de modération de certains propos, ainsi que d'(auto-)exclusion des membres en désaccord avec l'esprit « Gilet Jaune ».

Deuxièmement, il existe une *homophilie externe sociale* à ces groupes. Si notre enquête n'en rend pas directement compte, les travaux de la sociologue Dominique Pasquier sont éloquentes à ce sujet. Dans son travail sur les usages d'internet par les familles modestes et rurales, elle révèle que les réseaux amicaux de ces familles sont « *bien plus petits que ceux des autres milieux sociaux* » : leurs « amis » Facebook font partie de leur réseau très proche ou de leur famille (Pasquier, 2018 : 17). Pour elle, une des raisons pour lesquelles les classes populaires partagent et s'expriment sur Facebook, c'est pour « *fonder un consensus autour de certaines valeurs* » (*Ibid* : 23). Or il semblerait que les Gilets Jaunes et ces familles modestes et rurales soient des catégories qui se recoupent comme a pu le faire remarquer la sociologue dans une interview², ou comme le révèlent les premières analyses de Michel Lianos (2019 : 94) qui explique que les manifestant·es rejoignant la capitale viennent de province et sont issu·es de la « *première couche des "inclus"* ». Ainsi, l'usage de Facebook par les Gilets Jaunes se recoupe au moins en partie avec celui des familles modestes et rurales observé par Dominique Pasquier. La visibilité de la lutte contre les violences policières est alors limitée dans le sens où elle est restreinte à un petit réseau homophile qui recherche le consensus sur le RSN.

Enfin, il existe une *homophilie externe technique*. D'abord parce que certains de ces groupes Facebook où s'expriment les Gilets Jaunes sont fermés : la fonction de partage des publications depuis

² Voir l'intervention de Dominique Pasquier lors de la rencontre « Aux sources du numérique » le 12 décembre 2018, <<https://medium.com/asdn/dominique-pasquier-internet-familles-modestes-enquete-france-rurale-348d92d6f5dc>>

le groupe vers l'extérieur du groupe est impossible. Ensuite, quand le partage est possible parce que le groupe est public, si la visibilité de ce partage ne se limite pas au petit réseau homophile d'« amis » Facebook, les algorithmes qui organisent la visibilité de l'information sur la page d'accueil du RSN limitent cette visibilité en fonction du profilage idéologique de l'internaute (Pariser, 2011).

Ces trois catégories d'homophilie sont responsables d'une limitation de la visibilité des publications au plus grand nombre. Ainsi la lutte pour la visibilité des violences policières engagée dans ces groupes se fait dans un *entre-soi Gilets Jaunes* et peine à toucher directement d'autres publics sur la plateforme. Il n'y a pas absence totale de visibilité, mais forte restriction de celle-ci, auprès d'un public composé des protestataires qui sont alors confrontés quotidiennement et systématiquement aux images de violences policières sur les RSN, quand d'autres publics n'y sont jamais confrontés.

Avant la visibilité, la construction des violences policières comme problème

Faut-il pour autant en conclure à un échec du travail de mise en visibilité entrepris par les internautes ? D'abord, si d'autres publics ne sont certes pas confrontés à ces images, le public concerné, lui, se confronte lui-même à son propre vécu en tant que collectif : chaque membre voit ce que d'autres Gilets Jaunes ont subi, mais il voit aussi la disproportion de la répression avec la multiplication des images qui circulent dans ces groupes, ou encore avec les différents recensements de blessés qui sont constituées.

Ensuite, il nous apparaît que l'homophilie numérique décrite est favorable à l'explicitation et à la description de ce vécu comme relevant d'un problème à résoudre. Effectivement, s'il est fait usage de la force dans la limite du cadre légal, la « violence policière » n'est pas donnée comme un problème. Elle doit être construite en tant que telle, soit par la remise en cause de son cadre légal, soit par la critique du débordement de ce cadre sur le terrain. Ainsi, en *entre-soi*, dans le travail de définition de la violence policière comme problème, comme dérive, nous avons effectivement pu observer que les publications et discussions dans les groupes Facebook étaient l'occasion d'une véritable *montée en compétence* pour comprendre le fonctionnement du maintien de l'ordre et en expliciter les dérives. La description faite des armes mobilisées est très précise : les Gilets Jaunes parlent de « LBD-40 » (lanceur de balles de défense), de « GLI-F4 » (grenades de désencerclement). Les membres épluchent les manuels d'utilisation de ces armes disponibles en ligne et en font part aux autres membres du groupe, par exemple pour savoir si le « tir tendu » est autorisé en manifestation. Ils publient des images de policiers sans leur « RIO » (c'est-à-dire leur « référentiel des identités et de l'organisation ») et partagent des articles de presse pour rappeler que l'absence de ce numéro est interdite. L'action de la police est ainsi caractérisée comme outrepassant son cadre légal, en affirmant

par exemple l'illégalité de la garde à vue en plein air en citant les propos d'un avocat : « *maître François Vallas nous a simplement lu un arxcticle de droit qui devait nous permettre de pouvoir être libérés d'une GAV en plein air qui était illégale!* » (13 janvier 2019). Nous arguons que l'homophilie de ces groupes est favorable à cette montée en compétence des Gilets Jaunes. Effectivement, dans d'autres espaces numériques, plus ouverts comme Twitter, où différents publics interagissent entre eux, il a été montré que les débats qui ont lieu, loin de permettre la montée en compétence ou la résolution du problème des violences policières, est plutôt l'occasion de remettre en cause leur existence ou leur illégitimité (Bouté & Mabi, à paraître).

En somme, le partage de témoignages de la répression, couplé à cette montée en compétences concernant le fonctionnement du maintien de l'ordre – et favorisée par l'entre-soi des groupes Facebook de Gilets Jaunes –, permettent la construction du phénomène des violences policières comme dérive, comme problème à résoudre.

Conclusion

L'homophilie des groupes Facebook de Gilets Jaunes semble de prime abord mettre en péril la « lutte pour la visibilité » entreprise par les contestataires. Nous avons, dans cette communication, qualifié à la fois cette entreprise, ainsi que les caractéristiques sociotechniques de cette homophilie. Mais nous avons également montré que cette homophilie est propice à la proposition d'une première définition de la répression policière subie comme dérive, à la fois en permettant une montée en compétences des principaux concernés, et à la fois en empêchant que les discussions ne remettent en cause l'existence du problème.

La sociologie des problèmes publics nous enseignant que ces problèmes ont une généalogie où l'étape de définition précède l'étape de visibilisation et de gain de l'attention du public, nous pouvons ouvrir sur l'hypothèse que ce qu'il s'est réellement joué dans les groupes Facebook de Gilets Jaunes a été, indirectement, favorable à l'imposition, dans un deuxième temps, d'une certaine définition de la violence policière visible auprès de plus larges publics. Cette hypothèse est étayée par une circulation des contenus observable dans les espaces numériques. Par exemple, David Dufresne s'est imposé comme une figure qui relaie des images de violences policières sur Twitter. Sur les groupes Facebook, de nombreux Gilets Jaunes ont pu appeler les détenteurs d'images de la répression du mouvement à les lui faire parvenir. On peut également mentionner Jérôme Rodrigues, Gilet Jaune présent dans les groupes Facebook et sur les plateaux de télévision, qui a pu bénéficier de cette ressource médiatique pour raconter sa blessure après qu'il a été éborgné.

Cependant, il serait trop simpliste d'affirmer-là que ces groupes Facebook ont été le seul lieu originel de définition de la répression policière du mouvement. D'autres espaces ont pu être des

espaces de construction de cette violence comme dérive, à l'image des ronds-points, ou même d'autres acteurs ont pu participer à cette définition, comme les journalistes de terrain qui ont eux-mêmes été confrontés aux armes des forces de l'ordre. Toutes ces arènes de formation du problème doivent être prises en compte pour en comprendre le plus correctement possible l'émergence.

L'objet de cette communication était ainsi de prendre au sérieux les groupes Facebook de Gilets Jaunes comme l'une de ces arènes, mais aussi de proposer un nouveau point de vue concernant l'homophilie numérique. Si les bulles idéologiques sont, à juste titre, souvent décriées en raison de ce qu'elles impliquent pour le pluralisme démocratique et la confrontation d'opinions, notre recherche, en s'appuyant sur le concept de non-mixité politique, ouvre des perspectives d'analyse plus positives à leur égard.

Bibliographie

- Bouté E. & Mabi C. (à paraître). Des images en débat : de la blessure de Geneviève Legay à la répression des Gilets Jaunes. *Etudes de Communication*, n°54.
- Cardon D. & Granjon F. (2013). *Médiactivistes*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Cefaï D. (1996). La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques. *Réseaux*, Vol. 1, n°75, p. 43-66.
- . (2016). Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ?. *Questions de communication*, n°30, p. 25-64.
- Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes. (2019). Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation: Une étude sur les gilets jaunes. *Revue française de science politique*, Vol. 69, n°5-6, p. 869-892.
- Colleoni E, Rozza A. & Arvidsson A. (2014). Echo Chamber or Public Sphere? Predicting Political Orientation and Measuring Political Homophily in Twitter Using Big Data: Political Homophily on Twitter. *Journal of Communication*, Vol. 64, n°2, p. 317-332.
- Delphy C. (2013). *L'ennemi principal*. Paris, Syllepse.
- Devillard V. & Le Saulnier G. (2015). Le problème public de la prostitution aux marges des arènes publiques numériques: Luttés interprétatives et mobilisations pro-droits contre l'offensive abolitionniste sur le web. *Journal des anthropologues*, n°142-143, p. 203-226.
- Figeac J, Salord T, Cabanac G, Fraisié O, Ratinaud P, Seffusatti F. & Smyrniaios N. (2019). Facebook favorise-t-il la désinformation et la polarisation idéologique des opinions ? *Questions de communication*, n°36, p. 167-187.
- Fraser N. (2001 [1992]). Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement. *Hermès*, n°31, p. 125-56.

- Galligo I. (2019). Priscillia Ludosky : « Créer un groupe Gilets Jaunes Facebook, c'est créer une petite entreprise politique virtuelle ». *AOC*.
- Granjon F. (2017). *Mobilisations numériques : Politiques du conflit et technologies médiatiques*. Paris, Presses des Mines.
- Hilgartner S. & Bosk S. L. (1988). The Rise and Fall of Social Problems: A Public Arenas Model. *American Journal of Sociology*, Vol. 94, n°1, p. 53-78.
- Jeanpierre L. (2019). In *Girum : les leçons politiques des ronds-points*. Paris, la Découverte.
- Jouët J, & Le Caroff C. (2012). L'observation ethnographique en ligne, p. 147-160. In Barats, C. *Manuel d'analyse du web en Sciences Humaines et Sociales*, Paris, Armand Colin.
- Julliard V. (2017). « Théorie du genre », #theoriedugendre : stratégies discursives pour soustraire la « différence des sexes » des objets de débat. *Études de communication*, n°48, p.111-136.
- Lianos M. (2019). Une politique expérientielle, p. 91-122. In *lundimatinpapier #4. Gilets Jaunes : un assaut contre la société*, lundimatin.
- Mabi C. (2016). Luttés sociales et environnementales à l'épreuve du numérique : radicalité politique et circulation des discours. *Études de communication*, n°47, p. 111-130.
- Marres N. S. (2005). *No issue, no public: democratic deficits after the displacement of politics*. Amsterdam, Ipskamp Printpartners.
- Pariser E. (2011). *The filter bubble: what the Internet is hiding from you*. New York, Penguin Press.
- Pasquier D. (2018). *L'Internet des familles modestes : Enquête dans la France rurale*. Paris, Presses des Mines.
- Rouban L. (2019). Les « Gilets Jaunes », une transition populiste de droite. *The Conversation*.
- Sedda P. (2015). L'internet contestataire comme pratique d'émancipation. Des médias alternatifs à la mobilisation numérique. *Les cahiers du numérique*, Vol. 11, n°4, p. 25-51.
- Sunstein C. R. (2017). *#Republic: divided democracy in the age of social media*. Princeton, Princeton University Press.
- Tufekci Z. (2017). *Twitter and tear gas: the power and fragility of networked protest*. New Haven, Yale University Press.
- Voirol O. (2005a). Les luttes pour la visibilité : Esquisse d'une problématique. *Réseaux*, Vol. 1-2, n°129-130, p. 89-121.
- . (2005b). Présentation. Visibilité et invisibilité : une introduction. *Réseaux*, Vol. 1-2, n°129-130, p.9-36.